



**PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62400 Bethune

Béthune, le 25/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PREFERE RESINS FRANCE (ex DYNEA)

10 RUE COMTESSE
62117 Brebières

Références : 156-2025
Code AIOT : 0007000772

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/03/2025 dans l'établissement PREFERE RESINS FRANCE (ex DYNEA) implanté 10, rue Comtesse CS 40005 62117 Brebières. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été menée dans le cadre d'une action nationale visant à s'assurer de la présence d'un état des stocks et de la cohérence de cet état avec le classement de l'établissement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PREFERE RESINS FRANCE (ex DYNEA)
- 10, rue Comtesse CS 40005 62117 Brebières
- Code AIOT : 0007000772

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'usine Prefere Resins est spécialisée dans la production de résines formophénoliques de type Novolaque à l'état de poudre. Les activités du site comprennent également le transit des résines liquides.

L'établissement emploie 19 personnes.

Le site est soumis à la réglementation des ICPE (à Autorisation) et dispose à ce titre d'un arrêté préfectoral du 16/03/2015 modifié le 23/06/2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative au titre des ICPE	Arrêté Préfectoral du 16/03/2015, article 1.2.1	Sans objet
2	État des matières stockées – Généralités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
3	État des matières stockées – Fiches de données de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
4	État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks (art. 49)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas relevé de non conformités. L'établissement dispose d'un état des stocks clair et accessible permettant de connaître les produits présents. Cet état des stocks est cohérent avec le classement des installations classées de l'établissement tel que repris dans l'arrêté préfectoral du 16/03/2015 modifié.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative au titre des ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/2015, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, 1. ICPE – Appréciation des dangers
Prescription contrôlée : L'établissement est notamment autorisé à exploiter les installations suivantes par l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 16 mars 2015 modifié le 23 juin 2022 :

N° de rubrique	Désignation de la rubrique	Désignation des installations	Régime
4120.2.a	Toxicité aiguë catégorie 2 pour l'une au moins des voies d'exposition 2. Substances et mélanges liquides La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a. Supérieure ou égale à 250 kg	Résines liquides en, chambre froide : 49 t	A
1450.1	Solides inflammables (stockage ou emploi de) La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1 t	Total de 83 t dans différents bâtiments	A

Constats :

L'inspection a permis de constater que les quantités de produits dangereux présents sur site (et relevant des rubriques de la nomenclature pour lesquelles l'établissement est classé, en particulier, les produits toxiques relevant de la rubrique 4120 de la nomenclature), sont inférieures aux quantités maximales prévues par l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 16/03/2015 modifié.

L'établissement ne relève donc pas d'un statut SEVESO ni d'une des rubriques le soumettant aux dispositions de l'article 50 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels des ICPE soumises à autorisation. Les prescriptions relatives à la tenue d'un état des stocks sont donc limitées à celles de l'article 49 de ce même arrêté ministériel (cf points de contrôle suivants de ce rapport d'inspection).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : État des matières stockées – Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

Thème(s) : Risques accidentels, 2. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a été en mesure de présenter un état des stocks des matières présentes au sein de l'établissement. Cet état des stocks s'est révélé cohérent avec les constats faits sur site lors de l'inspection.</p> <p>Cet état des stocks reprend l'ensemble des matières présentes (y compris celles relevant des rubriques de la nomenclature des installations classées évoquées au point de contrôle n°1).</p> <p>On pourra noter que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les principales matières dangereuses sont référencées dans le Plan d'Intervention Interne de l'entreprise qui fait l'objet d'échanges réguliers avec le SDIS (caserne de Vitry-en-Artois) (cf point de contrôle n°4) ; - un état des stocks est envoyé chaque jour à 16 h sur une boîte mail dédiée afin de rendre cet état disponible, y compris hors heures ouvrées.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : État des matières stockées – Fiches de données de sécurité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, 2. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a été en mesure de présenter les fiches de données de sécurité (dans des versions récentes) des produits relevant d'un classement dans la nomenclature des installations classées (solides facilement inflammables en particulier).</p> <p>Ces fiches sont disponibles en ligne sur le réseau de l'usine ainsi que sur un ordinateur au sein de l'atelier (à noter que des fiches simplifiées sont également disponibles dans l'atelier pour faciliter la prise en compte des principales informations par les employés).</p> <p>Les mentions de dangers relevées dans les fiches présentées sont cohérentes avec le classement des produits dans les rubriques de la nomenclature ICPE, tel que repris à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 16/03/2015 modifié.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks (art. 49)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p>
--

<p>Thème(s) : Risques accidentels, 2. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'état des stocks est disponible à tout moment, notamment grâce à l'envoi d'un "Fire Brigade Daily Report" chaque jour à 16h sur une boîte mail dédiée consultable depuis l'extérieur de l'établissement.</p> <p>L'ensemble des informations est également disponible via le Plan d'Intervention Interne sur lequel l'exploitant échange avec les services d'incendie et de secours (Caserne de Vitry-en-Artois) au moins tous les 2 ans. L'exploitant a notamment présenté le dernier exemplaire du plan ETARE élaboré par le SDIS dans le cadre de ces échanges.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>